

L'EXCEPTION BELGE

Depuis les travaux d'Arend Lijphart, Val Lorwin ou Douglas Mc Rae, la Belgique est appréhendée comme un idéal-type de démocratie consociative et de société pilarisée, divisée en plusieurs segments, ou piliers, idéologiques ou philosophiques, entre lesquels la mobilité et la communication sont extrêmement faibles ; il y a néanmoins un lieu de rencontre : le monde des élites, qui débattent et négocient la décision politique¹⁵⁵. Prenant en compte les dangers de la fragmentation, ces élites aboutissent à un accord minimal pour maintenir le « système », c'est-à-dire élaborent des solutions consensuelles satisfaisant certaines demandes de chacun des piliers ; ces négociations et ces rencontres entre élites débouchent sur des décisions fondées sur une philosophie du consensus.

Depuis trente-cinq ans, plusieurs nouveaux partis ont mis en cause ce mode de fonctionnement qui leur paraît confisquer la parole des citoyens, entretenir l'apathie dans la société et donner trop de poids aux organisations sociales, parties prenantes de ces compromis politiques et sociaux : ainsi

des partis régionalistes, des partis verts et des partis d'extrême droite, qui prônent l'introduction de mécanismes dits de démocratie participative ou directe – consultation populaire, droits d'interpellation dans les assemblées, etc.¹⁵⁶

Cette remise en cause de la démocratie consociative s'est-elle toujours inscrite dans une approche populiste? Si l'on juge que « toute critique émise à l'égard de la représentation, des élites partidaires ou parlementaires », agrémentée de « revendication de démocratie directe ou “substantielle” peut [...] être rangée dans la catégorie de populisme », la réponse est positive¹⁵⁷. En revanche, si l'on se réfère aux catégories de populisme regroupées, avec des nuances selon les auteurs, autour du national-populisme, du social-populisme ou du libéral-populisme, la perspective est beaucoup plus nuancée.

Dans le cadre belge, on peut certainement ranger dans la catégorie des national-populismes les deux partis d'extrême droite, Vlaams Belang et Front national, et, actuellement, dans celle des social-populismes le parti du Travail de Belgique¹⁵⁸.

Ascension et déclin du Vlaams Belang

L'étude de l'extrême droite en Belgique révèle d'abord une très grande asymétrie entre son déploiement idéologique, politico-électoral et organisationnel dans l'espace flamand et son évanescence dans le spectre francophone, et ensuite, dans les deux cas, un essoufflement qui la tient éloignée du renouveau ou du développement que connaissent aujourd'hui plusieurs partis d'extrême droite en Europe.

En Flandre, c'est aujourd'hui le Vlaams Belang (« Suprématie flamande ») qui porte les couleurs de l'extrême droite. À l'origine, ce parti s'intitulait Vlaams Blok (« Bloc flamand ») et rassemblait deux partis flamingants opposés aux accords

institutionnels noués en Belgique en 1977 et 1978. En 1979, ce cartel devint un parti à part entière. Fixé originellement sur des questions d'ordre linguistique, le Vlaams Blok recentra peu à peu sa propagande sur la lutte contre l'immigration. Sa progression politique et électorale s'effectua en deux temps. De 1981 à 1988, il se déploya surtout à partir de son point de gravité initial, la province d'Anvers ; ensuite, à partir des élections européennes de 1989, il s'implanta dans toute la Flandre, doublant alors, avec 241 117 voix, son score de l'élection législative de 1987 et obtenant un député européen. Mais c'est lors de l'élection nationale de novembre 1991 que le Vlaams Blok marqua le plus les esprits, ralliant plus de 400 000 suffrages : d'un député en 1985 il était passé à trois en 1987 et douze en 1991 ; en 1995, il décrocha onze sièges.

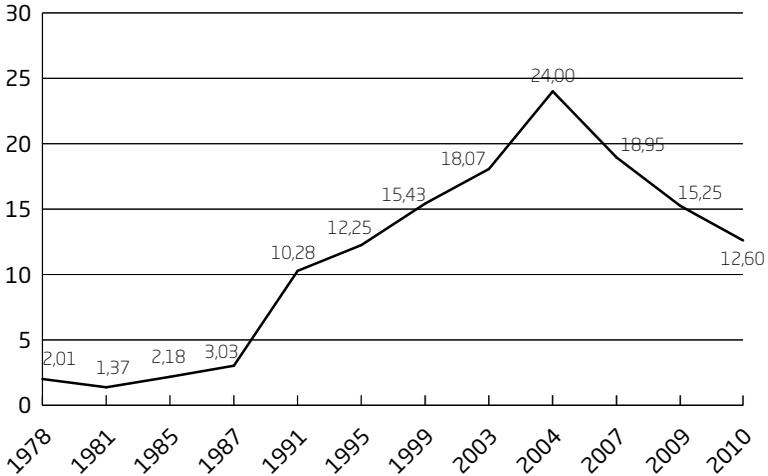
Dans les années 1990 et au début des années 2000, le Vlaams Blok poursuivit son ascension électorale, de même que sa forte consolidation organisationnelle et idéologique. Son pouvoir de nuisance élevé augmenta jusqu'aux élections fédérales de mai 2003 et régionales de 2004. En 2004, l'extrême droite flamande ralliait 24 % des voix ; le Vlaams Blok devenait de fait le premier parti de Flandre. Son « potentiel de chantage » joua à plein : il fallut les efforts conjoints du CD & V, du N-VA, du VLD et du SP.A-Spirit, soit quatre formations, pour éviter sa présence dans la majorité du Parlement flamand¹⁵⁹. Avec ce score et cette aura politique, le Vlaams Blok semblait avoir atteint un sommet.

C'est alors que, condamné par la Cour d'appel de Gand sur la base de la loi contre le racisme, le parti se renomma Vlaams Belang. Les élections municipales d'octobre 2006 semèrent le doute dans ses rangs. Il enregistra en effet deux revers symboliques et politiques marquants : à Anvers, il plafonnait ; surtout, il se fit doubler comme premier parti de la

métropole par le parti socialiste flamand, emmené par le populaire Patrick Janssens. À Gand, deuxième ville de Flandre, l'extrême droite recula également, perdant deux sièges. Depuis, ce coup d'arrêt s'est confirmé. Aux élections fédérales du 10 juin 2007, le Vlaams Belang obtint 19 % des voix, un score plus qu'honorable, mais perdait néanmoins un siège et se trouvait six points en dessous de son résultat historique de juin 2004 au scrutin régional.

Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le Vlaams Belang a enregistré une défaite électorale significative aux élections régionales de juin 2009 : 15,3 % des voix, soit une baisse de 8,9 points par rapport au scrutin régional de juin 2004, et la perte d'un tiers de sa représentation parlementaire, puisqu'il est passé de 32 à 21 sièges.

Résultats électoraux du Vlaams Belang en Flandre
(non compris les cantons de Hal-Vilvorde)



Comment analyser ce déclin ?

Le Vlaams Belang a été, dans la deuxième moitié des années 2000, confronté à la montée en puissance médiatique et politique de nouveaux adversaires : la Lijst Dedecker lancée dans une perspective proche de la Lijst Pim Fortuyn aux Pays-Bas, et la Nouvelle Alliance flamande (N-VA) dirigée par le très populaire Bart De Wever¹⁶⁰. Depuis l'avènement de cette concurrence et ce premier échec électoral, le Vlaams Belang est en proie à une véritable guerre interne. Plusieurs cadres s'opposent en effet à la ligne « pure » incarnée par Filip Dewinter et Filip De Man. Faut-il opter pour une plus grande respectabilité, au risque de perdre son « âme », ou bien conserver un positionnement « radical », au prix de l'isolement ? Circonstance aggravante, l'échec de 2009 a été amplifié lors du scrutin fédéral de juin 2010 : Le Vlaams Belang a subi un recul notable, ne conservant, avec 12,6 % des voix en Flandre, que douze sièges.

Face au recul de son influence politico-électorale et eu égard à ses conflits internes, le Vlaams Belang a recentré toute sa communication et toute son énergie sur deux problématiques. La première est spécifiquement belge : le Vlaams Belang prône plus que jamais l'indépendance de la Flandre et organise un certain nombre d'initiatives qu'il veut marquantes sur le sujet. La seconde est cependant la plus importante : il s'agit de la lutte contre le « péril islamiste », qui s'est substituée dans le discours, comme dans beaucoup de configurations d'extrême droite, à la lutte contre les étrangers – et pour partie les Belges francophones¹⁶¹. En la matière, on a pu assister à des initiatives politiques inédites et à d'improbables revirements. À l'origine plutôt anticatholique et antisémite, le Vlaams Belang vante désormais les valeurs de l'Europe chrétienne face au péril arabo-musulman. Filip

Dewinter, son éminence grise, a ainsi rencontré le Secrétaire d'État israélien au développement de la Galilée et du Néguev à l'occasion d'une visite à Anvers. La protection des juifs est désormais affichée, tout comme la lutte contre l'antisémitisme. Le Vlaams Belang a par ailleurs pris appui sur le rejet de la construction de mosquées et de minarets, le 1^{er} décembre 2009, en Suisse, pour en appeler à nouveau à l'introduction de mécanismes référendaires en Belgique.

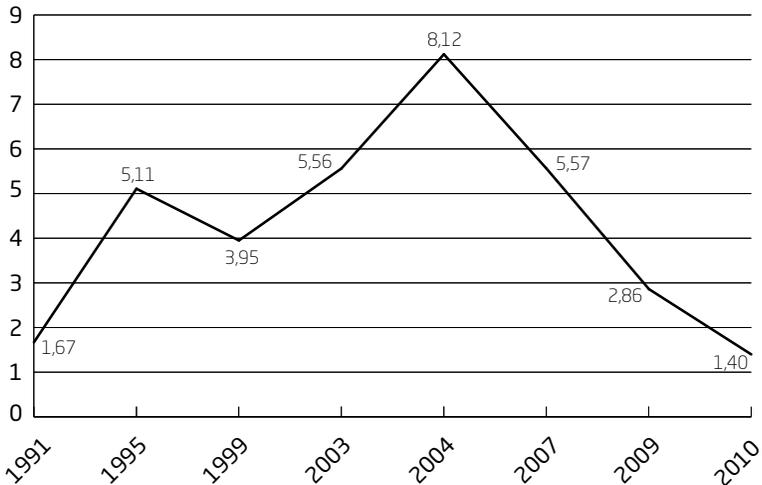
Un effet d'étiquette : le Front national

Dans l'espace francophone, c'est à la charnière des années 1984 et 1985 qu'apparut le Front national, fondé par le docteur Daniel Féret. L'objectif était clair : il s'agissait de bénéficier de l'écho médiatique engrangé par le Front national français à la suite de l'élection européenne de 1984. Les quelques documents disponibles témoignent sans conteste de la place centrale qu'occupait alors la problématique de la lutte contre l'immigration dans la communication du parti. Un petit enracinement bruxellois trouva un premier aboutissement lors du scrutin municipal de 1988 : le FN y décrocha son premier conseiller communal, à Molenbeek. Lors des premières élections régionales de Bruxelles-Capitale, en 1989, cette progression s'amplifia avec l'élection de deux députés régionaux, le FN obtenant 3,3 % des suffrages. Le rejet et la stigmatisation de l'immigration sont demeurés au premier plan de la communication frontiste. Comme le Front national en France, le FN belge cultive son aspect « forteresse », « seul contre tous ». Mais à la différence de son homologue français et contrairement au Vlaams Belang, il n'est jamais parvenu à se structurer, à pénétrer durablement certaines sphères de la société ou à s'assurer le recrutement de nouveaux membres.

En novembre 1991, lors du fameux dimanche noir, il connut une avancée notable par rapport à 1987, passant de 7 596 voix à 64 992 et décrochant un élu. À l'élection législative de 1995, il progressa encore : avec 138 496 voix, il fit plus que doubler les suffrages obtenus. En six ans, il avait donc franchi plusieurs paliers dans ses performances électorales. Dans le même élan, aux élections européennes de juin 1994, au scrutin municipal d'octobre 1994 et aux élections fédérales et régionales de mai 1995, il réussit à percer les différents sous-systèmes politiques belges et à étendre son assise en Wallonie, enlevant même, dans la foulée, un mandat de député européen.

Depuis cette percée du milieu des années 1990, le FN n'a cependant connu qu'un seul rebond électoral, lors de

Évolution des résultats électoraux du Front national
aux élections fédérales et régionales dans l'espace wallon.



l'élection fédérale de mai 2003 qui lui permet d'enlever un mandat de député et deux mandats de sénateur; un an plus tard, il améliorerait encore ses scores aux élections régionales bruxelloise et wallonne, décrochant quatre députés dans chaque élection.

Mais le parti ne parvint pas à pérenniser ces acquis politiques et ces positions électorales. Dès le scrutin municipal d'octobre 2006, il redescendit à un niveau très modeste. En 2007, 2009 et 2010, ses résultats furent insignifiants. Sur-tout, le Front national apparut comme une formation politique évanescence sur le plan idéologique et organisationnel. Il bénéficiait essentiellement d'un effet d'étiquette et d'une référence française: Jean-Marie Le Pen fut le vrai porte-drapeau du FN belge, même s'il n'y eut que peu de contacts entre les deux organisations sous l'ère Féret. En outre, micro-conflits et micro-dissidences ont rythmé la vie du mouvement. Il existe aujourd'hui plusieurs organisations qui se revendiquent du label «Front national» et Marine Le Pen a même fait saisir la justice belge pour que cesse toute confusion avec le FN français.

L'héritage du maoïsme

Le parti du travail de Belgique, Partij van de Arbeid (PTB-PVDA), est historiquement lié à la mouvance maoïste surgie en Europe occidentale au début des années 1960. C'est en Belgique en effet que s'est déroulée la première et la plus importante scission chinoise dans le mouvement communiste européen. Pour sa part, le PTB puise plutôt ses racines en Flandre. Début 1970, lors d'une grève dans les mines du Limbourg, de petits groupes maoïstes principalement composés d'étudiants de la Katholieke Universiteit te Leuven créèrent une structure en marge des organisations syndicales,

Mijnwerkersmacht; ils tentèrent ensuite de dupliquer cette structure parallèle dans d'autres entreprises, afin de « s'affirmer en tant qu'organisation politique selon le modèle d'un parti révolutionnaire ou marxiste-léniniste ». Apparut alors le mouvement *Alle macht aan de arbeiders* (AMADA), dont le pendant francophone, très minoritaire, s'intitulait « Tout le pouvoir aux ouvriers » (TPO). En 1979, le mouvement se transforma en Parti du Travail de Belgique côté francophone et *Partij van de Arbeid* (PVDA) côté néerlandophone.

Le Parti du Travail de Belgique s'est longtemps distingué par un activisme et un volontarisme considérables. Mais son influence sur les événements et les mouvements sociaux est restée limitée. Électoralement, le PTB ne réalisa aucun score notable dans les années 1980 ou 1990. En mars 2008 cependant, son 7^e congrès a marqué un tournant fondamental en introduisant des références marxistes-léninistes. Son président historique, Ludo Martens, depuis lors décédé, fut remplacé par Peter Mertens. L'heure était au gradualisme et au militantisme terre à terre.

Influencé par le succès du *Socialistische Partij* aux Pays-Bas, le PTB-PVDA combinait désormais une approche « radicale » et un programme social-démocrate. Les organisations de jeunesse et d'étudiants furent refondées en une seule structure, *Comac*, acronyme de Communistes et actifs. Lors des élections régionales de juin 2009, le PTB tenta de frapper les imaginations en accueillant sur ses listes Tine Van Rompuy, la sœur d'Herman Van Rompuy, Président du Conseil européen. Il se lança également dans une campagne « nez rouge de clown pour protester contre le cirque politique actuel ».

En 2010, il effectua une petite percée, singulièrement en Wallonie où il recueillit près de 2 % des suffrages, essentiellement dans certains cantons importants de l'arrondissement

de Liège : les scores de 9,8 % dans celui d’Herstal, 7,3 % dans celui de Seraing, 4,5 % dans celui de Grâce-Hollogne et 4,2 % à Liège étaient indubitablement encourageants pour le parti. Depuis, celui-ci a réussi à investir les médias en professionnalisant sa communication et en empruntant à la spectacularisation chère aux « nouveaux mouvements sociaux » ; on soulignera ainsi son intense travail de communication sur les réseaux sociaux, en particulier Facebook.

Évolution des résultats électoraux du PTB-PVDA

	Wallonie	Bruxelles	Flandre
1981	0,16		1,19
1985	0,25		1,09
1987	0,45		0,94
1991	0,48		0,50
1995	0,70	0,55	0,57
1999	0,46	0,43	0,58
2003	0,64	0,6	0,56
2007	0,72	0,55	0,93
2010	1,94	1,48	1,38

Du fait de la dynamique proportionnelle qui y entoure non seulement le mode de scrutin mais plus largement le système politique, la Belgique a longtemps échappé au déploiement d’organisations populistes. Dans la période contemporaine, le parti chez lequel on retrouve le plus de traits populistes est bien le Vlaams Belang, prompt à stigmatiser des boucs émissaires (étrangers ou demandeurs d’asile, francophones), ardent opposant des structures intermédiaires (syndicats, mu-

tualités), zélateur patenté de la « vraie parole du peuple » par voie référendaire. Ses adversaires récents, la Lijst Dedecker et la N-VA, sont parfois aussi labellisés « populistes », mais cette définition reste dans leur cas objet de controverse.

On observera néanmoins que pour l'essentiel le débat se focalise dans le milieu néerlandophone. Une focalisation qui s'explique par l'importance de la « question nationale » en Flandre, alors que la thématique n'existe presque pas dans le milieu francophone, par le poids des personnalités, enfin par la recomposition du paysage politique et culturel après un siècle d'hégémonie démocrate chrétienne.

PASCAL DELWIT

Université libre de Bruxelles